

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 26 JUIN 2012

Après-midi

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 26 JUNI 2012

Namiddag

De vergadering wordt geopend om 14.15 uur en voorgezeten door de heer Karel Uyttersprot.
La séance est ouverte à 14.15 heures et présidée par M. Karel Uyttersprot.

01 Question de Mme Karine Lalieux à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "l'enquête sur l'avenir des cotisations sociales des indépendants" (n° 12735)

01 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de minister van Middenstand, KMO's, Zelfstandigen en Landbouw over "de enquête over de toekomst van de sociale bijdragen van de zelfstandigen" (nr. 12735)

01.01 **Karine Lalieux** (PS): Monsieur le président, madame la ministre, comme le stipule la déclaration de politique générale, le mode de calcul des cotisations sociales des travailleurs indépendants devra être revu et modernisé dans une optique de simplification mais également afin de faire correspondre davantage le calcul des cotisations sociales à la réalité économique du travailleur indépendant.

Vous venez de mettre en place un comité de monitoring dont les membres émanent des administrations concernées, d'organisations représentatives des travailleurs indépendants et de caisses d'assurances sociales. Ce comité est chargé de tester les différentes pistes en présence afin de mettre en place une réforme adaptée aux besoins des indépendants, tout en assurant l'équilibre budgétaire du régime.

Pour ce faire, vous avez diligenté une enquête nationale *online* visant à connaître la position des travailleurs indépendants sur l'avenir du mode de calcul de leurs cotisations sociales.

Si je n'ai aucune objection particulière quant à l'utilité de ce genre d'exercice, il n'en va pas de même pour la méthode utilisée. En effet, je cite: "En vue de disposer d'une évaluation précise, scientifique et actuelle des attentes et besoins des indépendants et d'ainsi garantir la validité des pistes sur la table, le Comité a chargé l'ACASTI de mener une enquête nationale auprès des travailleurs indépendants. (...) Cette enquête est constituée par un questionnaire *online* réalisé en collaboration avec un bureau de consultance."

Outre mon étonnement quant au fait que cela soit un organisme privé et non pas l'INASTI qui soit en charge de l'enquête, permettez-moi de douter fortement du caractère précis et scientifique de la démarche. Le site web proposant le questionnaire, disponible à partir du site web de l'UCM, est accessible à tout un chacun, quel que soit son statut. Mes collaborateurs ont pu y répondre facilement alors qu'ils sont salariés.

Hormis votre nom, le site ne présente aucune référence, aucune indication au sujet du commanditaire de l'enquête ni de l'objectif recherché. Il m'est donc totalement impossible de connaître et de vérifier la qualité de cette enquête. Tout cela me semble peu professionnel!

Cette enquête est pourtant présentée comme la base même de la réflexion du comité de monitoring. Cela ne

me rassure aucunement sur la validité des résultats que vous obtiendrez puisqu'il n'y a pas d'identification de l'indépendant.

Avez-vous validé la méthodologie de travail du comité de monitoring?

Pourquoi avoir fait appel à l'ACASTI et non pas à l'INASTI pour réaliser l'enquête? Quel est le bureau de consultance qui a élaboré le questionnaire? Quel en était le cahier des charges ainsi que le budget?

Comment s'assurer de la représentativité des répondants à l'enquête?

Le questionnaire a-t-il été validé par le comité de monitoring?

01.02 Sabine Laruelle, ministre: Monsieur le président, madame Lalieux, à la suite de l'accord de gouvernement, comme vous le soulignez, j'ai mis sur pied un comité de monitoring, qui s'est tenu pour la première fois le 16 février. Depuis lors, il se réunit une fois par mois. Sa mission consiste à envisager les pistes d'amélioration et de réforme du mode de calcul des cotisations sociales, en vue – ainsi que vous l'avez justement rappelé – d'obtenir un système plus clair, simplifié et davantage conforme à la réalité économique des indépendants. Il est composé de représentants de l'UCM, de l'UNIZO, du SNI, de l'Association des Caisses d'assurances sociales, des instituts professionnels du chiffre, de l'INASTI et du SPF Sécurité sociale. Chacun des membres du comité apporte évidemment sa propre expertise.

Les caisses d'assurances sociales, via leur association, ont ainsi été invitées à partager leur connaissance du terrain, tant pour les aspects techniques et administratifs que du point de vue de leurs contacts quotidiens avec les travailleurs indépendants. C'est dans ce contexte que l'ACASTI a proposé de mener une enquête – elle n'en a donc pas été chargée – auprès des membres des caisses d'assurances sociales afin d'obtenir des informations complémentaires. Il s'agissait principalement de prendre en compte l'intérêt d'un système de cotisations géré en temps réel pour les indépendants – c'est-à-dire N/N -, les craintes de quelques-uns envers certaines modalités qu'implique un tel système et leur capacité à évaluer leur niveau de revenus en cours d'année. Dans le cas contraire, N/N serait *de facto* impossible.

Cette enquête a été lancée le 23 avril auprès de plus de 700 000 indépendants affiliés aux caisses d'assurances sociales participantes et elle est disponible jusqu'au 7 juillet. Il ne s'agit donc ni d'un référendum ni même d'un document qui sera à la base de la réflexion du comité de monitoring. C'est tout simplement une pièce supplémentaire à verser au dossier.

L'ACASTI a travaillé avec le concours du bureau Tempera en vue de disposer d'un questionnaire et d'une plate-forme informatique susceptibles d'aboutir aux résultats les plus objectifs et les plus scientifiques possible, mais avec les biais que vous avez soulevés bien évidemment. Et ce, compte tenu des délais et des moyens dévolus à l'ACASTI.

L'objectivité des questions et leur simplicité ont, bien sûr, été rigoureusement travaillées. Le questionnaire a été présenté au comité de monitoring.

La possibilité que le formulaire soit rempli par des personnes non invitées à participer existe. Vous l'avez testé vous-même et on ne peut l'exclure, dès lors que la technique choisie est l'enquête anonyme. L'invitation n'a néanmoins été lancée qu'auprès des seuls indépendants affiliés aux caisses d'assurances sociales participant au processus. Il est clair que, comme pour toute enquête, nous devons prendre en compte une certaine marge d'erreur et un certain nombre de biais possibles. Vous en avez souligné un.

Le coût de l'enquête est pris totalement en charge par l'ACASTI, seul commanditaire de l'enquête comme c'est d'ailleurs spécifié dans les documents d'invitation.

Le comité de monitoring doit produire un premier rapport intermédiaire pour juillet 2012. Le rapport final est, lui, attendu pour octobre 2012. Il intégrera les résultats de l'enquête, avec les précautions d'usage, ainsi que le plan budgétaire des réformes proposées. Il faudra en tenir compte aussi.

Quand je disposerai des rapports, j'en informerai le gouvernement et une décision devra être prise. Nous en discuterons bien évidemment au sein de cette assemblée. J'espère que vos collaborateurs ont fait le bon choix.

01.03 Karine Lalieux (PS): Madame la ministre, j'ai bien compris qu'il s'agissait d'une initiative privée. Je regrette cependant qu'il y soit fait mention de votre nom. Étant donné que cette question fait débat car elle est très importante pour chaque indépendant, cela me paraît dangereux. Ce biais est en effet considérable. On aurait au moins pu prévoir l'indication du numéro d'affiliation ou un autre identifiant dans le cas où un indépendant souhaiterait faire passer son idée. En l'occurrence, n'importe qui peut répondre au formulaire. Pour avoir été méthodologue dans ma jeunesse, j'estime que ce biais est fondamental, quelles que soient les questions. Je trouve dangereux qu'on ne sache pas dire qui a réellement répondu lorsqu'il sera fait usage des réponses par le comité de monitoring. (...)

(perturbations gsm)

Il se peut que je voie le mal partout car on se dit que tout le monde ne va pas répondre. Toutefois, comme tout le monde a aujourd'hui accès à internet et aime répondre à tout, ...

01.04 Sabine Laruelle, ministre: Seuls les indépendants ont reçu l'invitation. Les autres doivent dès lors faire la démarche.

01.05 Karine Lalieux (PS): Oui, mais tous savent y accéder et les informations seront donc biaisées.

Je suis rassurée par le fait qu'il ne s'agit pas d'une démarche publique, ni de vos services ni de l'INASTI car il faudra prendre cette étude plus qu'avec des pincettes. Il faudra que nous en reparlions. Elle ne peut constituer le socle même de la réforme mise en place au niveau du comité de monitoring.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

02 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Middenstand, KMO's, Zelfstandigen en Landbouw over "de daling van de werkgelegenheid bij kmo's" (nr. 11982)

02 Question de M. Peter Logghe à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "la diminution de l'emploi dans les PME" (n° 11982)

02.01 Peter Logghe (VB): Mevrouw de minister, de structurele tewerkstelling bij de kmo's is tijdens het eerste kwartaal van 2012 gedaald met 0,2 %. Wat vooral onrustwekkend is, is het feit dat het gaat om een eerste daling van de tewerkstelling sinds 2009. De cijfers komen van het dienstverlenend bedrijf SD Worx en slaan op kmo's over het ganse grondgebied. De regionale opsplitsing van de werkgelegenheidscijfers is bijzonder, in die zin dat de daling op het conto van het Waalse Gewest komt. Daar wordt een daling van 1 % genoteerd terwijl de tewerkstelling bij de kmo's in het Vlaamse Gewest min of meer constant blijft. In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is er zelfs sprake van een stijging van de tewerkstelling met 1 %.

Hebt u een eerste reactie op deze cijfers? Ik geef toe dat het slechts om een eerste kwartaal en een beperkte daling gaat, maar het is toch een daling. De kmo's vormen bovendien de ruggengraat van onze economie, dat bevestigen wij allebei. Ik had dus graag uw eerste reactie op deze cijfers gehoord.

Ten tweede, welke maatregelen zult u nemen naast de beperking van de sociale bijdrage voor een eerste tewerkstelling om eventueel iets aan die werkgelegenheid te doen? Er moeten toch nog andere maatregelen kunnen worden voorgesteld om de tewerkstelling terug op het oude peil te krijgen en het zelfs beter te doen?

Ten derde, wat mij natuurlijk als Vlaams-nationalist interesseert zijn de regionaal opgesplitste cijfers. Ik vind het toch vreemd dat het Gewest met de meeste kmo's, en dus naar men zou denken de grootste kwetsbaarheid op het vlak van de tewerkstelling in die kmo's, op het eerste gezicht beter weerstand biedt en de tewerkstelling behoudt. Hebt u een verklaring voor die verschillende evoluties? Dringen er zich geen aparte maatregelen op om tegemoet te komen aan de verschillende evoluties van de Gewesten?

02.02 Minister Sabine Laruelle: De kmo's zijn de motor van onze economie. Volgens de Europese definitie vertegenwoordigen de kmo's in België 99,8 % van de ondernemingen. Het is dus van cruciaal belang om hen te begeleiden en maatregelen te nemen ten voordele van het ondernemerschap. Een recente studie van de Europese Commissie heeft immers aangetoond dat het de kmo's zijn, en vooral de zeer kleine ondernemingen (zko), die op grote schaal arbeidsplaatsen creëren.

In Europa creëren vier zko's een arbeidsplaats daar waar een grote onderneming er één creëert. De kmo's en de zko's moeten nog meer worden ondersteund. België heeft zich ertoe verbonden om in 2020 een maximale tewerkstellingsgraad van 73,2 % te bereiken. Dat betekent een verhoging met 5 % in verhouding tot de tewerkstellingsgraad van 2011. De studie toont aan dat de kmo's de beste hefboom zijn.

In de algemene beleidsverklaring van de regering staat dat de regering in 2013 ruimte voor nieuwe initiatieven en uitgaven zal creëren, zoals bijkomende verminderingen van de sociale bijdragen voor de eerste drie aanwervingen in de kmo's, naast de vermindering van de sociale bijdragen die momenteel worden toegekend aan werkgevers die hun eerste drie werknemers aanwerven, door de omvang van de vermindering van de sociale bijdragen te verhogen voor een langere periode.

Die werkgevers zullen bijna geen sociale bijdragen meer betalen gedurende de eerste twee jaar, voor de werknemers met lage of gemiddelde lonen, en een verminderde bijdrage gedurende het derde jaar. Naast de steun voor de creatie van de drie eerste arbeidsplaatsen zijn in de algemene beleidsverklaring van de regering twee andere maatregelen opgenomen ten gunste van de kmo's. Enerzijds heeft de regering de ambitie om vanaf 2013 de belastingvrije som met 200 euro te verhogen voor de lage en middeninkomens, anderzijds bekijkt de regering de mogelijkheid om de gedeeltelijke vrijstelling van de lineaire bedrijfsvoorheffing van 1 % te heroriënteren.

Zoals u onderstreept, verschillen de resultaten betreffende de tewerkstelling in de kmo's naargelang het Gewest. Vlaanderen kent een lichte daling met 0,1 %, Brussel een sterke toename met 1,3 % en Wallonië een daling met 1 %. De toekomstige overdracht van nieuwe bevoegdheden inzake tewerkstelling, zoals opgenomen in de algemene beleidsverklaring van de regering, zal de verschillende Gewesten in staat stellen specifieke beleidslijnen aan te nemen, aangepast aan hun specifieke, socio-economische omgeving.

02.03 Peter Logghe (VB): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik heb ondertussen nog een mondelinge vraag ingediend omtrent uw voorstellen om de sociale bijdragen te verminderen voor de eerste drie werknemers. Dit zal in een volgende vergadering aan bod komen.

Mevrouw de minister, ik neem in elk geval nota van uw twee bijkomende maatregelen, zijnde de verhoging van de belastingvrije som en de eventuele heroriëntering van de gedeeltelijke vrijstelling van de lineaire bedrijfsvoorheffing. Wij komen daar zeker nog op terug eens die plannen gepubliceerd zullen zijn. Wij kijken daarnaast ook allemaal uit naar uw kmo-plan.

02.04 Minister Sabine Laruelle: Die twee laatste voorstellen maken geen deel uit van mijn kmo-plan.

02.05 Peter Logghe (VB): Wij kijken ook uit naar uw kmo-plan dat van groot belang zal zijn.

Ik neem er nota van dat na de grote staatshervorming de verschillende Gewesten meer eigen beleid zullen kunnen voeren. U kent de overtuiging van onze fractie: het kan niet genoeg zijn. Voor ons mogen de Gewesten het kmo-beleid volledig bepalen. Wij verschillen op dat vlak van mening.

Ik dank u in elk geval voor uw antwoorden en wij zullen die materie uiteraard met veel plezier opvolgen.

Voorzitter: Peter Logghe.

Président: Peter Logghe.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de minister van Middenstand, KMO's, Zelfstandigen en Landbouw over "het moederschapsverlof voor zelfstandige vrouwen" (nr. 11886)

03 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "le congé de maternité pour les indépendantes" (n° 11886)

03.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Mevrouw de minister, vrouwen die als zelfstandige werken, hebben thans recht op acht weken moederschapsverlof. Vrouwen die werken als werknemer hebben daarentegen recht op vijftien weken. Het Neutraal Syndicaat voor Zelfstandigen heeft onlangs een oproep gelanceerd om

dit recht op moederschapsverlof ook uit te breiden naar vijftien weken. Bovendien zouden deze vrouwen tijdens die periode moeten worden vrijgesteld van betaling van sociale bijdrage.

Hoe verantwoordt u het verschil in recht op moederschapsverlof tussen zelfstandige vrouwen en werknemers? Hoe staat u tegenover een eventuele uitbreiding van het moederschapsverlof voor zelfstandigen tot vijftien weken? Bent u van plan hier een initiatief in te nemen? Zo ja, op welke termijn? Hoe hoog schat u de budgettaire impact van een eventuele uitbreiding? Wat is het huidige verschil in moederschapsuitkering tussen een werknemer en een zelfstandige? Bent u van oordeel dat dit verschil dient te worden weggewerkt?

03.02 Minister **Sabine Laruelle**: Er is inderdaad een verschil tussen moederschapsverlof voor zelfstandigen en voor werknemers. Dit verschil wordt verantwoord door de specifieke aard van de beroepsactiviteit van de zelfstandige vrouw. Zij levert niet alleen arbeid, maar moet tevens zorgen voor de continuïteit van haar onderneming. Daarom is er ook in voorzien dat het moederschapsverlof door haar kan gepland worden. Naast drie weken verplichte rust kunnen nog vijf weken facultatieve moederschapsrust worden opgenomen in een periode tot drieëntwintig weken na de bevalling. De opname gebeurt in periodes van zeven kalenderdagen. Er is dus echte flexibiliteit voor vrouwelijke zelfstandigen, maar niet voor vrouwelijke werknemers.

Behalve deze moederschapsrust hebben ze ook recht op 105 dienstencheques aan 7,5 euro voor hulp in het huishouden, vrouwelijke werknemers hebben dat niet. Hiermee zorgen wij voor een goed evenwicht tussen het gezinsleven en de beroepsactiviteit.

Een uitbreiding van de moederschapsrust wordt momenteel niet overwogen, de zelfstandigenorganisaties vragen dat ook niet. Dat is inderdaad geen prioriteit. Volgens de adviezen van het Algemeen Beheerscomité van het sociaal statuut voor de zelfstandigen is een gelijkschakeling met de loontrekkenden geen prioriteit voor de zelfstandigen.

Een vrouwelijke zelfstandige kan ook geen 15 weken thuisblijven, want de continuïteit van de onderneming moet worden behouden. Daarom is er voor zelfstandigen nu acht weken moederschapsrust, flexibiliteit en 105 dienstencheques.

Een verhoging van de uitkering tot 15 weken zou een meerkost voor het sociaal statuut betekenen van 15 à 16 miljoen euro. Ik ben ervan overtuigd dat deze middelen op een betere manier kunnen aangewend worden.

Onlangs werd een ontwerp van koninklijk besluit goedgekeurd waardoor de uitkeringen voor de acht weken moederschapsrust verhoogd worden van bijna 400 euro per week naar 432 euro. Dit zal ingevoerd worden op 1 juli 2012. Dat komt neer op een verhoging van ongeveer 260 euro per vrouw.

De combinatie met de dienstencheques brengt de uitkering voor de zelfstandigen op een hoger niveau dan de uitkeringen op basis van het gewaarborgde minimuminkomen voor de loontrekkenden. De hoogte van de uitkeringen is een samengaan van het forfaitaire karakter van de uitkeringen voor de zelfstandigen en het solidariteitsprincipe in het sociaal statuut der zelfstandigen.

De budgettaire kost van deze maatregelen bedraagt 700 000 euro voor het jaar 2012 en dus 1,4 miljoen euro op jaarbasis.

03.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Er is ook een Europese richtlijn van 4 augustus 2010 die verplicht...

03.04 Minister **Sabine Laruelle**: Neen. Dat is niet juist, niet voor zelfstandigen.

Het klopt dat wij acht weken geven en ook dienstencheques voor huishulp. Wij volgen die richtlijn. Met de Belgische mechanismen zijn wij in orde met de Europese richtlijn.

Als wij vijftien weken moeten geven, moeten wij geen dienstencheques meer geven en moeten wij de uitkering verminderen. De vrouwelijke zelfstandigen vragen dat niet. Vrouwelijke zelfstandigen nemen

gemiddeld zeven weken. Geen enkele neemt acht weken. Als wij vijftien weken geven, wil dat zeggen dat er misschien maar 5 % dat zal nemen. Wij vinden het beter om flexibiliteit te bieden, dienstencheques kosteloos aan te bieden en de uitkering te verhogen. Wij hebben dat gedaan.

03.05 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Wat ik heb opgevangen van het Neutraal Syndicaat voor Zelfstandigen is anders.

Het NSZ zegt dat die database niet echt voldoende is, dat daarop maar een dertigtal zelfstandigen geregistreerd is om een zelfstandige in moederschapsverlof te vervangen. De signalen die ik opvang, is dat het huidige systeem niet volstaat en dat er in de praktijk meer vraag is naar moederschapsverlof, toch meer dan die acht weken.

03.06 Minister **Sabine Laruelle**: ? Het NSZ vraagt altijd iets om in de pers te komen.

03.07 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Ik neem akte van uw antwoord.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 **Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister van Middenstand, KMO's, Zelfstandigen en Landbouw over "het ongunstige Belgische ondernemingsklimaat" (nr. 12370)**

04 **Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "le climat d'entreprise défavorable en Belgique" (n° 12370)**

De **voorzitter**: Collega Uyttersprot, u hebt lang moeten wachten, maar u krijgt nu het woord voor uw vragen.

04.01 **Karel Uyttersprot** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, het zijn allemaal onderwerpen die mij interesseren, dus het is soms het wachten waard.

Mevrouw de minister, ik heb vragen over het ongunstig ondernemingsklimaat in ons land. Vorig jaar werden er ongeveer 79 000 nieuwe ondernemingen opgericht. Daartegenover stonden 65 500 stopzettingen of schrappingen en zowat 10 500 faillissementen. Dat betekent dat er een delta is tussen oprichtingen, enerzijds, en stopzettingen en faillissementen, anderzijds, van ongeveer 3 200 bedrijven. Daarmee zei u nog dat de kmo's het kloppend hart zijn van onze economie en van onze samenleving. De vernieuwing van het economisch weefsel moet voornamelijk gebeuren via nieuwe bedrijven.

De informatie die ik aanhaal, is niet nieuw. Wij bengelen internationaal gezien al veel jaren aan de staart inzake het aantal oprichtingen. Wij zitten met een startersgraad van 3,2 %, terwijl het Europees gemiddelde 5,4 % bedraagt.

Mevrouw de minister, daarom heb ik de volgende vragen, die overigens voor een deel verband houden met uw kmo-plan. Ik hoop in uw antwoorden hierover een en ander te vernemen.

Kon al worden geanalyseerd waarom er in ons land een beperkte ondernemingsgeest heerst? Zelf lag ik mee aan de basis van de mini-ondernemingen in scholen. Al is dit een succesvol project, toch moet men vaststellen hoe bedroevend weinig mensen, ook van degenen die in scholen aan het project deelnamen, effectief een zaak starten.

Wat plant u concreet om de activiteitsgraad van het aantal startende ondernemingen te kunnen opvijzelen?

*Voorzitter: Miranda Van Eetvelde.
Présidente: Miranda Van Eetvelde.*

04.02 Minister **Sabine Laruelle**: Mevrouw de voorzitter, misschien is er in België ook een probleem van culturele aard, inzake de ondernemingsgeest. Zo is er bijvoorbeeld een groot verschil tussen België en de VS. De tweedekansondernemers in de VS zijn mensen met ervaring, terwijl het in België mensen zijn met een stigmatisatie. In het Frans zegt men: "*La réussite devrait susciter l'envie et pas la jalousie*". Er is dus een cultureel verschil.

Er werd ook een enquête afgenomen waarin men de mensen vroeg wat voor hen de ideale job was. Dat was voor de meeste mensen op de eerste plaats een job als ambtenaar, op de tweede plaats als werknemer en op de derde plaats als zelfstandige. Om die geest te veranderen moet men op school beginnen, via de mini-ondernemingen, enzovoort. De weg is nog lang.

De context van de economische crisis is ongetwijfeld de belangrijkste oorzaak die aan de basis ligt van het dalend aantal startende ondernemingen. Ook het recordaantal faillissementen dat wij sinds 2008 jaar na jaar optekenen, werkt zeker niet aanmoedigend voor ondernemers om een nieuwe activiteit op te starten, zeker gezien het aantal faillissementen dat in 2011 bleef stijgen.

Het aantal verloren arbeidsplaatsen is echter verminderd, wat aantoonst dat het vooral de zeer kleine ondernemingen zijn die de grootste moeilijkheden ondervinden.

De regering legt de laatste hand aan een relanceplan. Op basis daarvan heb ik een kmo-plan gepresenteerd met een reeks maatregelen die kandidaat-ondernemers over de streep zou moeten trekken.

Er zijn maatregelen bij die de relaties tussen banken en kmo's opnieuw in evenwicht moeten brengen, met name inzake de mobiliteit van waarborgen en de wederbeleggingsvergoedingen, maatregelen met het oog op de aanzienlijke vermindering van de administratieve lasten, bijvoorbeeld met het only-once-principe, maatregelen met het oog op de vergemakkelijking van de aanwerving in de kmo's zoals de hogere bijdragevermindering voor de eerste drie gecreëerde arbeidsplaatsen en maatregelen met het oog op de bijkomende versterking van de sociale bescherming van de zelfstandigen, met name in het geval van een faillissement.

Wij hebben tijdens de bespreking van mijn beleidsnota al over voornoemde problematiek gesproken.

Er zijn dus twee uitbreidingen van de faillissementsverzekering, met name één voor de problemen des levens, zoals een allergie of een brand, en één om aan de ondernemingen de kans te geven hun activiteiten vóór en niet na het faillissement te stoppen.

04.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord, waarmee u deels al een antwoord op mijn volgende vraag geeft.

Wij moeten echter eens grondig nagaan wie de starters zijn en wie niet start. Wij stellen immers vast dat wij veel "interpreneurs" maar te weinig entrepreneurs hebben. Ik bedoel daarmee dat wij aan onze universiteiten en hogescholen fantastische mensen opleiden. Zij gaan echter als manager in internationale maatschappijen werken en beginnen niet zelf met een eigen zaak.

U moet eens nagaan wie dan wel de starters of entrepreneurs zijn. Het betreft doorgaans niet de personen met een hoge studiegraad maar dikwijls mensen met een lager diploma, die zelf in het water springen en een zaak starten. Zo'n analyse zou nuttig zijn.

Ten tweede, ik wil het sociale element even apart houden. Wij weten immers dat het een belangrijke rol speelt. Ook het imago speelt echter een belangrijke rol. Aan het imago van de ondernemers moeten wij immers iets doen. Alle ondernemers zijn in de ogen van de maatschappij namelijk profiteurs, die met een Jaguar rijden en tot 's avonds laat op café zitten. Hun imago moet worden bijgeschaafd.

Op dat vlak zou u met uw kmo-plan en in samenwerking met het middenveld iets moeten kunnen doen, teneinde de positieve kanten van het ondernemerschap naar de goegemeente te brengen.

04.04 Minister Sabine Laruelle: Zoals ik daarnet al zei, *la réussite doit susciter l'envie, non la jalousie*.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister van Middenstand, KMO's, Zelfstandigen en Landbouw over "de faillissementsgraad gezien vanuit internationaal perspectief" (nr. 12371)

05 Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants

et de l'Agriculture sur "le taux de faillites au niveau international" (n° 12371)

05.01 Karel Uyttensprot (N-VA): Mevrouw de minister, in april heb ik u gevraagd of er een internationale vergelijking van het aantal faillissementen bestaat, en wat per sector de belangrijkste redenen voor het hoge aantal faillissement zijn. U hebt mij toen geantwoord dat dat een interessant gegeven was om nader te bekijken.

In België zijn er ongeveer 11 000 faillissementen per jaar. Bovendien hebben 3 900 bedrijven ooit een beroep gedaan op de wet op de Continuïteit van Ondernemingen (WCO.) 80 % van die bedrijven gaat uiteindelijk toch over kop. Bij die 11 000 failliete bedrijven mogen wij er dus zeker 1 000 tellen, die over kop gaan nadat ze een beroep hebben gedaan op de WCO.

Mevrouw de minister, bestaat er een internationale vergelijking op basis van dezelfde parameters? Ik vraag u niet naar de details van het statistisch materiaal. Die maken mogelijk nog het voorwerp uit van een schriftelijke vraag. Kunt u de aard en de oorzaken van de faillissementen schetsen?

Bereidt u een plan voor, bijvoorbeeld in het kader van uw kmo-plan, om het aantal faillissementen terug te dringen of op een andere manier te benaderen? Bij sommige rechters maakt de idee opgang een onderneming te vergelijken met een leven: zij wordt geboren, zij kan groeien, zij kan bloeien en oud worden. Er zijn echter ook ondernemingen die over kop gaan, net zoals in het leven soms gebeurt. Dat moet kunnen, meen ik. De ondernemers van die bedrijven moeten daarna wel een tweede kans krijgen en uit hun ervaringen kunnen putten om hun verdere initiatieven te doen slagen, voor zover het natuurlijk gaat om niet-malafide faillissementen.

05.02 Minister Sabine Laruelle: De statistieken over de faillissementgraad in Nederland en België kunnen respectievelijk worden geraadpleegd op de websites van het Centraal Bureau van de Statistiek en van de Algemene Directie Statistiek en Economische Informatie van de FOD Economie. Voor zover mij bekend is, bestaat er geen internationale vergelijking van het aantal faillissementen.

Ik geef de voorkeur aan het landenvergelijkingsonderzoek van de Europese Commissie. Zij baseert zich op de gemeenschappelijke kwantitatieve parameters, die de Commissie elk jaar in de herfst in de Small Business Act Country Fact Sheet publiceert. De studie bevat enkele indicatoren over de *second chance*.

Faillissementsgevoeligheid is in de eerste plaats sectorgebonden. Sectoren zoals de horeca, bouw, advies en transport hebben een hoge faillissementsgraad. Zij zijn ook conjunctuurgedreven. De stijging van het aantal faillissementen de voorbije jaren is niet alleen toe te schrijven aan de grotere onzekerheid en het verminderd vertrouwen in de economische conjunctuur, maar ook aan het feit dat het aantal actieve ondernemingen de jongste acht jaar enorm is gestegen.

In 2005 werd de grens van 700 000 actieve ondernemingen overschreden. In 2011 kwam men uit op 786 000 actieve bedrijven. Zowat 38 % van de failliet gegane bedrijven is niet ouder dan vijf jaar. De eerste vijf jaren zijn dus heel gevoelig.

De faillissementsgraad klom van 1,03 % in 2001 naar 1,33 % in 2011. Volgens een andere interessante parameter komt slechts 16,9 %, een op zeven, van het aantal stopzettingen in 2011 voort uit een faillissement.

Al die cijfers zijn afkomstig uit *Panorama van de Belgische economie*, dat mijn departement jaarlijks publiceert.

Wat de vragen in verband met de wet op de continuïteit van de ondernemingen betreft, verwijs ik u naar de minister van Justitie.

Ik heb bijvoorbeeld ook een voorstel in mijn kmo-plan opgenomen om een ondernemer na een niet-frauduleus faillissement de mogelijkheid van collectieve schuldenregeling te geven. Tot nu toe is dat niet mogelijk.

05.03 Karel Uyttensprot (N-VA): Mevrouw de minister, ik heb vorige week een hele reeks vragen gesteld over de wet op de continuïteit van de ondernemingen aan minister Turtelboom. Ik weet niet altijd goed aan

wie ik ze moet stellen. Ik vermoed dat de minister van Justitie voornamelijk bevoegd is voor justitiële zaken, terwijl bepaalde interpretaties van de wet deels onder uw bevoegdheid of die van uw collega Vande Lanotte vallen. Het lijkt soms een driehoeksverhouding tussen u, minister Turtelboom en minister Vande Lanotte.

05.04 Minister **Sabine Laruelle**: Voor een hervorming of evaluatie van die wet heeft Justitie de lead.

05.05 **Karel Uyttersprot** (N-VA): Er zijn immers ook heel wat interpretatieve aspecten, bijvoorbeeld inzake het oneigenlijk gebruik. Ik dank u voor uw antwoord.

Hebt u er een idee van of een dergelijk analyse van de faillissementen, hun oorzaken en de leeftijd van de betrokken ondernemingen op Europees niveau gebeurt? U verwijst naar het Europees niveau, waar dat zou moeten gebeuren. Weet u of dat effectief gebeurt?

05.06 Minister **Sabine Laruelle**: We hebben kwalitatieve parameters. Ik zal mijn diensten vragen om u via mail enkele websites aan te wijzen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Middenstand, KMO's, Zelfstandigen en Landbouw over "het aantal zelfstandigen dat afhaakt" (nr. 12380)**

06 **Question de M. Peter Logghe à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "le nombre d'indépendants qui cessent leur activité" (n° 12380)**

06.01 **Peter Logghe** (VB): Mevrouw de minister, alle vragen van vandaag gaan een beetje in dezelfde richting: faillissementen, in- en uitstroom enzovoort.

06.02 Minister **Sabine Laruelle**: Gelukkig zijn jullie hier, want zonder u beiden zou ik bijna geen vragen te beantwoorden hebben.

(...): En ik dan?

06.03 Minister **Sabine Laruelle**: Ja, inderdaad. Bijna altijd komen twee derde van de aan mij gestelde vragen van de heren Logghe en Uyttersprot.

06.04 **Peter Logghe** (VB): Mevrouw de minister, het aantal te koop aangeboden kleinhandelzaken stijgt sinds 2008, zo zeggen actoren op de overnamemarkt. Het is opvallend, zeggen zij ook, dat het daarbij vooral om kleinere handelzaken gaat en dat het in de meerderheid van de gevallen niet gaat om mensen die de pensioenleeftijd bereiken.

UNIZO merkt aansluitend daarbij op dat het ook aan de kant van de instroom hapert. Het aantal starters in België – vooral in Vlaanderen, dat moet toch een aandachtspunt zijn – daalde met 4,5 %. Als die daling zich doorzet, en als het aantal uitstromers ook toeneemt, dan groeit er een fundamenteel probleem in het economisch weefsel. Niemand kan daar onverschillig tegenover blijven.

Ik heb de volgende vragen. Ten eerste, hebt u cijfers over het aantal kleinhandelzaken of kmo's dat te koop staat, voor zover daarover cijfers beschikbaar zijn? Het gaat dan natuurlijk vooral over zaken die zichtbaar te koop staan. Men meldt mij dat er enorm veel kleinhandelzaken te koop staan zonder dat dit officieel bekend is. Hebt u daarvan een raming?

Ten tweede, ik ga met deze vraag in de richting van collega Uyttersprot uit. Bestaan er studies over de redenen van de toename van het aantal zelfstandigen en kleinhandelzaken dat er de brui aan geeft? Volgens de zelfstandigenorganisaties wijzen sommigen in de richting van regelgeving. Wij moeten daarbij natuurlijk naar het Vlaams Gewest kijken, maar zijn er nog andere redenen?

Ten derde, u hebt zelf gezegd dat u in het kmo-plan een aantal maatregelen zult voorstellen. Stelt u overgangsmaatregelen in het vooruitzicht? Als die in het vooruitzicht worden gesteld, dan durf ik erop aandringen niet te lang te wachten. Er zijn genoeg kleine aanwijzingen dat er iets verkeerd aan het lopen is.

Als de instroom afneemt en de uitstroom toeneemt, dan moeten wij ons beginnen afvragen welke richting wij in de toekomst willen uitgaan.

06.05 Minister **Sabine Laruelle**: Mijn departement, noch de overheidsdiensten in het algemeen zijn bevoegd voor de verhuur of verkoop van handelspanden. Deze materie komt toe aan de professionelen binnen de vastgoedsector. Ik heb hierover dan ook geen cijfers.

De evolutie van de kleinhandel is genuanceerd. Het is duidelijk dat de demografische factor een belangrijke rol speelt voor de handelaars. De babyboomgeneratie bereikt geleidelijk de pensioenleeftijd, wat gedeeltelijk de toename verklaart van het aantal over te nemen zaken.

Ik heb het Kenniscentrum voor Financiering van kmo, KeFiK, gevraagd te voorspellen welke ondernemingen binnen 10 jaar zullen worden overgenomen. Een onderneming op drie zou daartoe komen, wat overeenstemt met 159 000 natuurlijke personen en 158 000 rechtspersonen.

De grootste vertegenwoordigde sector in de economie is echter de handel. Het is vanzelfsprekend dat de kleinhandel de laatste sector is waar de gevolgen van de opeenvolgende financiële crises sinds 2008 ondervonden worden. Daar hij betrokken is bij de finale vraag van de consumenten ondervindt hij vandaag de huidige en tastbare afname van de consumptieneiging.

Wat de regelgeving betreft, werk ik momenteel aan de invoering van het *Think Small First principle* op federaal niveau. Volgens dit principe moet elke nieuwe regel eerst worden getoetst aan de kmo's. Het komt er hierbij op aan dat een nieuwe maatregel zeer kleine ondernemingen de mogelijkheid moet bieden om concurrentieel te blijven. Er moeten dan ook tests komen voor de zeer kleine ondernemingen.

Wat de problematiek van toegang tot financiering betreft, bestaan er vandaag in de schoot van het Participatiefonds instrumenten ter zake. Het is echter niet mogelijk nieuwe instrumenten te ontwikkelen, vermits het fonds binnenkort wordt geregionaliseerd. We zullen dus geen nieuwe maatregelen nemen.

Wat betreft de toegang tot financiering, bereid ik momenteel een nieuw KMO-plan voor. De toegang tot financiering of een beter evenwicht tussen banken en ondernemingen is een van mijn belangrijkste aandachtspunten. De Gewesten hebben op dat vlak belangrijke bevoegdheden en beschikken over veel instrumenten. Op federaal vlak hebben we de problematiek al besproken. We moeten streven naar een beter evenwicht tussen banken en ondernemers, met dezelfde rechten en plichten. Een bank kan een kaskrediet stopzetten op een dag tijd. Zoiets mag niet en moet onmogelijk worden. Een ander element is de funding loss. Een ondernemer die naar een andere bank wil overstappen, ondervindt veel moeilijkheden om zijn waarborg terug te krijgen en hij moet de bank veel geld betalen. Dat is de funding loss. Banken vragen daarvoor tot 40 %. Dat is veel te veel. Een bank kan een krediet nu stopzetten op een dag tijd, zonder een enkele uitkering. Zoiets gaat niet. We moeten een beter evenwicht krijgen en de ondernemers de kans geven om naar een nieuwe bank over te stappen. Daarvoor moeten we de mobiliteit van de waarborg vergemakkelijken. Als men van bank verandert, moet men betalen. De consument doet dat met hypothecair krediet, maar daarvoor geldt maximum drie maanden. We moeten een beter wettelijk evenwicht krijgen, niet alleen in de vorm van een gedragscode maar een wettelijk kader.

06.06 **Peter Logghe** (VB): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Dat KMO-plan werd al een aantal keren aangekondigd en ik zie er met veel belangstelling naar uit.

06.07 Minister **Sabine Laruelle**: Ik heb bijna alles uitgelegd in deze commissie. Als u alles samen legt, hebt u het KMO-plan.

Het KMO-plan is klaar, maar er is tegelijkertijd ook een Relanceplan. Ongeveer 13 maatregelen die in het KMO-plan zitten, zitten ook in het Relanceplan.

Wij hebben nu contact met de Gewesten over het Relanceplan. Het is bijna klaar. Ik heb u de uitleg gegeven over de financiering, de vereenvoudiging en de 30 %-vermindering van de administratieve lasten, het only once-principe, het startersplan dat universeel bruikbaar is.

Een derde belangrijk aspect is de jobcreatie met de laagste sociale bijdragen voor de eerste drie werknemers. Sociaal aspect. Dat is een element van het relanceplan. Mijn KMO-plan zal breder zijn.

Ik heb ook al gezegd dat de faillissementverzekering wordt uitgebreid om de ondernemers een echte tweede kans te geven en de collectieve schuldenregeling.

06.08 Peter Logghe (VB): Wij zijn blij dat dit komende is en dat u daarover de afgelopen weken al heel wat uitleg hebt gegeven in deze commissie.

Ik zou het KMO-plan en het relanceplan graag in hun geheel zien.

Wat die financiering betreft, is het inderdaad belangrijk dat er wordt gekeken naar de wederbeleggingsvergoedingen en dat daarover overleg komt met Febelfin. Het gaat soms om gigantische bedragen. U noemt andere bedragen, 40 %. Waarborgen die men opvraagt, enzovoort.

Als men het KMO-weefsel in dit land intact wil houden, moet men daarop inzetten.

Ik volg wat u en collega Uyttersprot hebben gezegd. Er moet een cultuuromslag komen zodat jongeren worden aangezet om....

U zult het mij niet kwalijk nemen dat ik het belang van eenheid van beslissingsmacht nogmaals benadruk. Wij zitten hier met een verspreiding van bevoegdheden over verschillende niveaus, onder meer kmo en Economie. Men moet alles inzetten op eenheid van beslissingsniveau. Wat dat betreft, zijn wij nog altijd niet zijn waar we zouden moeten zijn.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

06.09 Peter Logghe (VB): Mevrouw de voorzitter, mijn twee resterende vragen moet ik uitstellen, want ik moet naar de commissie voor de Herziening van de Grondwet en de Hervorming van de Instellingen.

De **voorzitter**: De vragen nr. 12590 en nr. 12708 van de heer Logghe worden uitgesteld.

Vraag nr. 12502 van de heer Geerts wordt uitgesteld.

07 Question de M. Damien Thiéry à la ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture sur "l'avis rendu par le Conseil Supérieur des Indépendants et des PME sur l'éventuelle régionalisation des professions réglementées" (n° 12504)

07 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de minister van Middenstand, Kmo's, Zelfstandigen en Landbouw over "het door de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de KMO uitgebrachte advies over de mogelijke regionalisering van de gereguleerde beroepen" (nr. 12504)

07.01 Damien Thiéry (FDF): Monsieur le président, le Conseil Supérieur des Indépendants et des PME vient de rendre un avis important le 5 juin, prenant appui plus particulièrement sur les conclusions de l'enquête qu'il a menée à ce propos et après avoir consulté, durant le premier trimestre 2012, les organisations professionnelles concernées dans des secteurs aussi divers que la construction, la mobilité, les soins aux personnes, l'alimentation.

Il en résulte que le Conseil estime que l'autorité fédérale demeure le niveau de pouvoir le plus adapté pour réglementer l'accès aux professions. Or, comme vous le savez, l'accord de gouvernement conclu le 1^{er} décembre 2011 prévoit le transfert aux Régions des conditions d'accès à la profession.

Le Conseil met en évidence de manière circonstanciée une série de facteurs qui justifient le maintien au niveau fédéral de la réglementation professionnelle. C'est ainsi que sont évoqués les problèmes pratiques en cas de régionalisation, l'exigence d'une certaine uniformité sur l'ensemble du territoire - étant donné que les activités économiques dépassent les frontières communautaires -, les difficultés qu'éprouveraient les consommateurs à estimer le contenu ou les garanties offertes par certaines professions, le frein à la mobilité professionnelle, une certaine complexité administrative ou encore une concurrence déloyale.

À la lecture de cet avis, je dois avouer qu'on peut rester perplexe quant à la nécessité de cette réforme institutionnelle du point de vue des réglementations professionnelles. Enfin, le Conseil Supérieur avance un

argument important sur le plan européen. En effet, alors qu'on s'oriente vers davantage d'intégration du marché intérieur et d'harmonisation des réglementations, la législation opère un repli dans un sens opposé à la démarche proposée par les instances européennes.

En conséquence, madame la ministre, avez-vous pris connaissance de cet avis? Si c'est le cas, comment le gouvernement va-t-il résoudre ce problème? J'espère, en tout cas, qu'il est possible de faire marche arrière.

07.02 Sabine Laruelle, ministre: Cher collègue, j'ai bien reçu l'avis du CSIPME. Nous l'avons analysé avec la meilleure attention.

J'ai pris connaissance, comme vous, de la position unanime selon laquelle il faut maintenir l'accès à la profession des professions réglementées sur la base de la loi d'établissement, autrement dit le laisser au niveau fédéral.

L'accord de gouvernement prévoit que l'accès à la profession est transféré aux Régions mais il prévoit également qu'on peut déterminer une liste de professions dont l'accès reste fédéral.

Cette question sera tranchée par le Comori (Comité de mise en œuvre des réformes institutionnelles), c'est-à-dire les huit partis qui ont signé l'accord institutionnel. L'avis unanime du CSIPME fera évidemment partie du dossier.

Je ne sais donc pas encore vous dire dans quel sens la décision sera prise car ce n'est pas le gouvernement qui tranchera mais le Comori. En tout cas, en ce qui me concerne, j'estime qu'il faut pouvoir analyser et tenir compte de l'avis unanime des professionnels.

S'il y a régionalisation, je demanderai aussi qu'il y ait, dans le même temps, reconnaissance mutuelle. Il ne faudrait pas que demain – et vous avez raison de souligner l'aspect européen – un plombier polonais ait plus de facilités à venir travailler dans les trois Régions de Belgique qu'un plombier néerlandophone qui habite à la frontière linguistique, pour qui il serait impossible de travailler à Bruxelles ou en Région wallonne. Et l'inverse est vrai aussi. Ce ne doit pas être une raison de mettre en place des règles protectionnistes. Il faudra une reconnaissance mutuelle.

Il faut aussi voir les éléments positifs et les éléments négatifs. La formation professionnelle relève déjà de la compétence des entités fédérées. Il faut dès lors déterminer quelle est la meilleure possibilité. Je transmettrai bien évidemment l'avis du Conseil Supérieur des Indépendants et des PME au Comori.

07.03 Damien Thiéry (FDF): Madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse claire.

Vous avez indiqué que la question serait tranchée par les huit partis de la coalition. J'aimerais savoir quand cette décision sera susceptible d'intervenir.

07.04 Sabine Laruelle, ministre: Il a été décidé de travailler en deux temps: d'abord la réforme institutionnelle qui est en cours de vote à la Chambre et au Sénat; ensuite, à partir de septembre, l'examen des régionalisations. À côté de l'accès à la profession, on trouve toutes les professions protégées. Je pense à l'Ordre des architectes pour lequel le projet est quasi prêt, le secteur immobilier, etc. Il reste encore beaucoup de travail. En ce qui me concerne, les dossiers ne sont pas tous prêts mais c'est de toute manière le Comori qui tranchera.

07.05 Damien Thiéry (FDF): Madame la présidente, je voudrais terminer ma réplique. Une phrase du rapport en particulier a attiré toute mon attention: "une régionalisation de ces compétences n'est en elle-même pas synonyme de plus-value". C'est une remarque fondamentale car on a tendance à régionaliser énormément de choses. C'est la volonté du politique, d'accord, mais il existe des professions spécifiques auxquelles il faut faire attention et sur lesquelles ces décisions politiques ont une réelle influence. Il y a lieu d'y réfléchir!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 15.11 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.11 uur.